

COMMUNIQUE N°41 : "CHRONIQUE D'UN ÉTÉ 2017"

INTRODUCTION :

Le 21e siècle a connu une grande tournure pour l'Afrique, plus précisément les étrangers vivant en France, des gens qui fuient leurs états pour des raisons diverses et qui viennent se confier à la France, pays dit démocratique et qui se dit prêt à aider des personnes fuyant des guerres ou qui se sentent opprimés pour des raisons religieuses, opinions politiques.

Cependant les gens sont abandonnés, partout dans les territoires français, ils dorment dans les gares, dans les parcs sous les ponts, on peut citer entre autres plusieurs aspects dont l'état devrait bien revoir les règles et les principes, car nous en souffrons : là où on croit avoir la liberté, on manque du soutien total des autorités, on est tenu de passer la même routine. La France nous traîne dans le mal : séquestration raciale, manque de considération, au finish on devient une proie pour la police dans les lieux publics.

• À ST SO :

Depuis plusieurs mois, de nombreux mineurs étrangers et demandeurs d'asile, à qui n'a été proposée aucune solution d'hébergement, se sont installés derrière la Gare Saint-Sauveur, en continuant sur la rue Camille Guérin. De jour en jour, les tentes s'ajoutent les unes aux autres.

Alors que la Voix du Nord, lèche-botte des institutions, relayait la réussite de l'opération d'expulsion des jeunes du parc des Olieux, il ya quelques mois, on se rend compte aujourd'hui que les jeunes n'ont pas disparu...

Beau travail journalistique qui se contente, encore une fois, de décrire seulement les conditions merdiques dans lesquelles les jeunes vivent... sans oser dire qu'il ne s'agit pas plus aujourd'hui de la « crise de St So » que de la « crise des Olieux » hier. Comme il ne s'agit ni du problème Calaisien ni du camp de Norrent-Fontes, ni celui de Dieppe, ni du problème du nord de la France en général, ni de celui du quartier de La Chapelle à Paris, ni de celui de la vallée de la Roya, ni de celui d'un agriculteur "militant" à la frontière italienne !

Mais, qu'il s'agit bien d'une ligne politique très claire, sur laquelle tous les gouvernements successifs et les partis s'accordent : ne surtout pas accueillir ces gens-là, les traiter comme des personnes à exploiter, pour continuer leur domination tranquillement d'un côté et de l'autre de la méditerranée.

Et oui, à St-So, on expose « Afriques Capitales », mais c'est juste pour la carte postale... À Lille des capitaux, pour les Africains, c'est plutôt le mépris total !

Réunion avocate 11/08

Dans le cadre d'une réunion avec le collectif des Olieux, nous avons tiré la conclusion de savoir si l'avocate pouvait faire un référé au tribunal administratif pour trouver des hébergements dignes, ce qu'avait promis le chef d'État pendant sa campagne.

À cet effet, le 11 août 2017 l'avocate nous a rendu visite à la gare st-Sauveur. Nous avons fait deux listes des personnes mineures et majeures, pour qu'elles puissent avoir une audience avec un juge.

Cynisme sans pudeur :

Comme par hasard, voici que le 12 août un panneau de la ville, fait son apparition, attaché à la grille devant les quais, et crache en grand son **cynisme** : Ici, le dimanche 3 septembre aura lieu la **braderie des enfants**, la « zone est réservée ». **Justification d'une expulsion ...** (on notera la mention « Contrôles réguliers » synonyme de tout événement de la municipalité)



Il se trouve que la mairie de Lille et la préfecture a décidé d'expulser le camp cette semaine en prenant comme prétexte une "**Braderie des Enfants**", mais sans prendre aucune solution pour les **enfants** (mineurs) et les demandeurs d'asile qui survivent depuis plusieurs mois sur les quais de déchargement de la vieille gare de marchandise, sans prise en charge sanitaire et sociale

Passage de la DGSJ (renseignements généraux) 14/08

Comme tout autre jour, les services de renseignements de la préfecture nous ont rendu visite dans les locaux de la gare St-Sauveur le 14 août 2017 aux alentours de 10h. Ils nous ont demandé combien nous étions à vivre là et pourquoi «*nous n'allions pas en Angleterre* » (dixit Catherine Macaine qu'on remercie de sa connaissance aiguisée des problématiques migratoires). Un d'entre nous lui répondra par la suite *que nous venons d'une colonie française et que nous n'avons rien à foutre en Angleterre ou en Belgique...*

Avant de repartir ils ont promis de nous expulser de la gare et qu'ils n'avaient pas de solution d'hébergement.



Manifestation sauvage du 15/08

Inquiets pour leurs situations et l'application de leurs droits, les occupants de la gare St-Sauveur ont décidé, ce mardi 15/08, de partir en cortège spontané dans les rues du centre-ville jusqu'à Wazemmes, en passant par la préfecture, derrière une banderole «intégration, scolarisation, hébergement pour tous» et au cri de «on dort à la rue» et « Honte à la France ». Nous étions une trentaine, accompagnés de quelques soutiens.

Après être passés par le marché de Wazemmes, nous sommes bloqués au bout de la rue Jules Guesde, car nous nous dirigeons vers EMA. C'est un gradé de la direction générale de la sécurité intérieure, visiblement énervé d'être d'astreinte un jour férié. Accompagné d'un fourgon et d'une voiture de la police nationale nous filmant, il accuse les soutiens présents-es de nous manipuler et de l'inutilité de « nous faire descendre dans la rue un 15 août». Il est bien obligé de constater la détermination des premiers concernés qui refusent de quitter la route et de se disperser, après que les soutiens présents-es se soient mis en retrait. Des revendications sont rédigées et remises aux flics, qui promettent de revenir à Saint-Sauveur le mercredi matin pour «trouver une solution».

Contrôle Police aux frontières du 16/08

Nous nous donnons rendez-vous à Saint-Sauveur dès 6h30, car nous avons peur d'une expulsion expéditive de notre campement. Une première personne des renseignements intérieurs, Catherine Macaine (décidément bien curieuse des activités du collectif des Olieux ces derniers mois), vient à nous. Elle se dit « spécialisée sur les questions des organisations catholiques et sectaires ». Elle pose de nombreuses questions, mais surtout aux soutiens.

Puis les uniformes arrivent, en fourgon, en voiture, ainsi que les responsables des renseignements intérieurs, Philippe Deschodt alias « chewim gum » et son affidé présent hier sur la manif, tous deux encore endimanchés dans leurs costumes flambant neuf.

Les agents de la PAF (Police aux frontières) présents nous mettent en ligne, contrôlent et vérifient nos papiers, nos attestations...Ils nous comptent et se placent à deux extrémités des entrées de la gare st-Sauveur.

Ils prennent des photos des tentes, des banderoles...Des soutiens sont là, ramenant le petit déjeuner, le café. Après une heure et demie de contrôle, d'observation et d'intimidation, la police repart avec pour seul renseignement donné un lapidaire « *c'est bon pour aujourd'hui* ».

Voilà à quoi ressemblent les solutions promises encore hier.



• PENDANT CE TEMPS LÀ À WORMHOUT

Depuis le mois de juin, une nouvelle solution d'hébergement pour les mineurs placés sous la responsabilité du département a vu le jour, toujours dans une volonté de mise à l'écart. Le container.

Installés dans l'enceinte de la structure de l'AFEJI, à Wormhout, 3 containers servent de chambres aux jeunes envoyés là-bas par le service Trajet.

12 jeunes par caisse de 6m/2, dans lesquelles ont été percées des fenêtres pour rendre le container « habitable ». Ils y sont aujourd'hui 36.

Solution « temporaire » dit-on aux jeunes, en attendant une place dans un hébergement décent.

Des jeunes ont été envoyés à Wormhout, ont refusé d'y rester et malgré les pressions exercées sur eux, des solutions d'hébergement dignes leur ont été proposées.

Ce n'est pas parce que c'est mieux que la rue que les jeunes doivent accepter des boîtes en fer. Les boîtes en fer c'est pour des marchandises, pour du bétail...pas pour des jeunes devant être pris en charge.



• PENDANT CE TEMPS LÀ, À CASSEL

MANIFESTATION À CASSEL LE 16 AOUT 2017 : « Nous voulons que nos droits soient respectés. »

Nous sommes tous des mineurs non accompagnés, venant de Guinée, Sénégal, Cameroun, Cote d'Ivoire, Mali.

Nous étions à Lille, « habitants » du parc des Olieux. Suite à l'expulsion du parc le 23 novembre 2016, la préfecture et Le Département nous ont mis à l'abri à l'Escale à Dunkerque. De là on nous envoyés à Cassel, nous disant que ce ne serait plus une mise à l'abri, mais un vrai foyer. Arrivés à Cassel on nous a dit qu'on n'était là que pour un mois, encore une nouvelle mise à l'abri en attendant un vrai foyer. C'était en mars, et nous sommes toujours là, à attendre. Pas d'école en juillet et août et aucune activité ne nous est proposée.

Nous sommes en colère, car on ne nous entend pas. Quand on parle, les éducateurs oublient très vite ce qu'on a dit. Ils ne nous prennent pas au sérieux. Ils nous oublient.

Ce qu'on voudrait ?

- Notre priorité c'est d'être accompagnés dans nos démarches pour trouver un apprentissage. Nous sommes scolarisés à Wormhout, Hazebrouck et Dunkerque (pour aller à l'école à Dunkerque on doit se réveiller à 5h et on arrive bien trop tôt à l'établissement). Nos formations : boulangerie, plomberie, mécanique, agent de propreté, cuisine, bâtiment. Nous avons besoin d'aide pour trouver un employeur qui nous formera dans le cadre d'une formation en apprentissage. Nous n'avons pas d'ordinateur à notre disposition pour faire ces recherches.

Nous n'avons eu aucun manuel ni aucune fourniture scolaire à part quelques cahiers pour étudier malgré nos demandes.

- Nous n'avons pas de CMU malgré nos nombreuses demandes. Certains d'entre nous ont besoin d'être opérés. On doit même payer nos médicaments.
- Après le renvoi du personnel d'entretien, on nous demande de nettoyer les espaces communs en + de nos chambres !
- Nous avons droit à de l'argent de poche, mais nous n'avons que 21 euros par semaine en ticket service.
- Aucun accompagnement pour ceux d'entre nous qui se sont débrouillés pour avoir des activités.
- Nous avons aussi besoin d'un référent social, car nous approchons de notre majorité : aide pour l'allocation d'autonomie, aide pour le contrat d'accès à l'autonomie.
- À chaque réclamation, on nous demande de ne pas faire de vague, on nous menace d'avoir un rapport et des problèmes avec la préfecture lors de notre demande de titre de séjour.

« On aime la France.
On se sent seuls et oubliés.
L'AFEJI nous fatigue. »

Les mineurs non accompagnés mis à l'abri au CRTC (Centre de Répit Temporaire et Collectif) de Cassel



• RENDEZ VOUS AU TA 18/08

Prochain rendez-vous en audience en référé des libertés au tribunal administratif ce vendredi 18/08 à partir de 9h.

UN TOIT POUR UNE VIE, UNE SCOLARISATION POUR UN AVENIR!

PARTOUT CHEZ NOUS !

Collectif des Olieux, le 17 août 2017.

Collectifdesolieux@gmail.com <https://olieux.herbesfolles.org> (en construction).